

Motion concernant le projet de forêt primaire porté par l'association Francis HALLE

Houdemont, le 17 avril 2023

Partant des constats factuels suivants :

- Le projet d'implantation d'une forêt primaire en Grand Est couvrirait *a minima* 70 000 hectares afin d'atteindre les objectifs écologiques assignés par ses promoteurs,
- Le projet concerne un territoire qui serait situé soit dans les Ardennes en lien avec la Belgique (Wallonie), soit dans les Vosges du Nord en lien avec l'Allemagne (Rhénanie-Palatinat),
- Le projet conduira *in fine* à l'exclusion de toute activité pour des dizaines de milliers d'habitants sur un très vaste territoire, les privant de tous les services rendus par ces espaces,
- Le projet prive l'espace concerné de la récolte potentielle de l'accroissement de sa forêt de 2 à 3 % par an,
- Ce sont 250 à 350 000 m³ de récolte annuelle de bois, bois d'œuvre pour la construction, pour l'industrie, ou encore pour l'énergie qui sont retirés de l'activité économique du territoire,
- Le projet revient donc à se priver de plusieurs millions d'euros de rentrées d'argent sur, par et pour notre territoire, ses collectivités locales et ses habitants, notamment en milieu rural,
- Il fragilise toute l'activité économique autour du bois et de sa filière qui concerne localement des centaines d'emplois durables et le plus souvent non délocalisables (travaux forestiers de sylviculture, de récolte...),
- Une première estimation conduit à la disparition de près de 1 500 emplois directs et indirects et à la disparition de l'équivalent d'une agence ONF,
- La part dédiée à l'affouage sur le territoire du Grand Est sera d'autant plus disputée, créant encore plus de tension sur une ressource (énergie) économiquement vitale pour de nombreux foyers en période de forte inflation,
- Le projet limitera mécaniquement la quantité de CO₂ stocké par les arbres et par les produits issus de leurs récoltes, en pleine contradiction avec la lutte contre le réchauffement climatique,
- Le projet interroge sur le risque croissant d'incendies, aux vues des problématiques liées au réchauffement climatique et aux dépérissements forestiers, et aux moyens d'actions possibles sur un territoire rendu inaccessible,
- Par définition, le territoire retenu n'accueillera plus les touristes qui aujourd'hui se comptent en centaines de milliers et viennent dynamiser les territoires forestiers. La compensation par la venue de scientifiques autorisés ou quelques touristes privilégiés et encadrés restera minime,
- Le projet priverait les milliers d'usagers de la forêt que sont les chasseurs, cueilleurs, promeneurs sportifs, etc., de leurs activités favorites.

Le conseil d'administration de FIBOIS Grand Est, réuni le 17 avril 2023, acte les motions suivantes :

- Relève les risques significatifs détaillés ci-dessus de permettre la création de ce projet sur le territoire du Grand Est,
- Relève l'absence totale de prise en compte des populations existantes sur le territoire envisagé, de leurs activités et de leur cadre de vie,
- Souligne que la région est déjà très investie dans la préservation de la forêt et de ses usagers par la présence du Parc National des Forêts, de 3 forêts d'exception, de 6 Parcs Naturels régionaux, de plus de 30 zones spéciales de conservation, ou encore les zones de protection spéciale, d'espaces Natura 2000,
- Renouvelle son soutien au projet de forêt d'exception de Darney-La Vôge, démonstrateur sur un territoire de 50 000 hectares, plébiscité par l'ensemble des usagers de la forêt comme un possible modèle du futur, qui implique et respecte tous les acteurs locaux, au lieu de les exclure radicalement,
- Exprime donc fermement son opposition à ce projet qui affiche une vision radicale et privative de l'écologie et qui n'est pas compatible avec une approche équilibrée et multifonctionnelle de la gestion des milieux naturels, socle de la politique forestière française depuis des siècles,
- Demande et appelle à une mobilisation des élus, parlementaires et toutes les parties prenantes à se positionner publiquement contre ce projet.

En conclusion, FIBOIS Grand Est affirme son opposition au projet de forêt primaire porté par l'association Francis Hallé.

Thierry FRANCE-LANORD
Président de FIBOIS Grand Est